

Sans-papiers : Régularisation pour tous !

AL'APPROCHE DE LA DATE fatidique du 30 avril, les sans-papiers ont multiplié les actions pour attirer l'attention de l'opinion publique sur leur situation. Le coup d'envoi avait été donné par les sans-papiers de Lille qui, dans l'indifférence médiatique quasi-générale, avaient entamé une grève de la faim entre le 17 novembre 97 et le 23 janvier 1998. Il faut attendre le 7 mars pour que les sans-papiers de l'Essonne occupent la cathédrale d'Evry (91). Dès lors, les occupations vont se succéder à un rythme soutenu et d'autres sont à prévoir dans les prochains jours : le 14 mars, église Saint-Pierre au Havre ; le 23 mars, cathédrale de Créteil (94) ; le 29 mars, église Saint-Paul à Nanterre (92) ; le 5 avril, église Saint-André à Bobigny (93) ; le 11 avril, centre paroissial d'Argenteuil (95).

Il faut noter que seule cette dernière est une véritable occupation dans la mesure où les sans-papiers n'ont pas demandé l'autorisation des autorités ecclésiastiques. Dans tous les autres cas, il s'est agi d'installations négociées, c'est-à-dire avec l'autorisation – s'agissant de bâtiments construits après 1905 – des propriétaires des locaux qui ont fixé le nombre des sans-papiers autorisés à y séjourner ainsi que les lieux mêmes du séjour. Les sans-papiers se trouvent donc confinés dans des endroits peu propices à la communication. Ce choix s'explique peut-être par l'échec de deux occupations d'églises parisiennes – construites avant 1905 et donc propriété de la ville – le 15 mars dans le 13^e arrondissement de Paris, le 18 mars dans le 18^e dont les occupants furent délogés très rapidement. Ces deux opérations, qui se sont soldées par la mise en centres de rétention d'une centaine de personnes, ont divisé les sans-papiers et ont été condamnées par la plupart des soutiens, notamment les institutionnels. Il faut noter au passage la charité toute chrétienne du curé de l'église Notre-Dame de la Gare (Paris 13^e) qui a commencé – pour l'hygiène – par condamner les toilettes, puis coupé le chauffage et l'électricité – par économie – et, enfin remis les clés du lieu aux forces de l'ordre, par esprit de collaboration !

Il n'empêche que c'est à partir de ces arrestations et des décisions d'expulsions qui s'ensuivirent qu'a démarré un vaste mouvement de solidarité qui a vu des individus intervenir à l'aéroport de

Roissy auprès de passagers, pour empêcher – souvent avec succès – le départ de sans-papiers.

Debré l'a rêvé, Chevènement l'a fait.

Mais, comme on devait s'y attendre, malgré toutes ces actions et le dernier baroud d'honneur devant la chambre des députés, le 8 avril, le projet de loi Chevènement était adopté le même jour par les députés. Cinq des six députés Verts et un communiste ont voté contre et les communistes se sont abstenus, le motif souvent invoqué étant qu'en votant contre, leurs voix auraient été mêlées à celles de la droite. Langue

d'avoir été habilitées par... Le ministère de l'Intérieur ! Vive la collaboration !

Et maintenant.

Au lendemain du 30 avril quelle sera la situation ? Sur le chiffre communément admis de 150 000 demandeurs les derniers résultats communiqués par l'administration sont les suivants : 32 344 admissions au séjour dont 28 920 temporaires (vignette d'un an). À ce sujet, il faut rappeler la discrimination dont ont fait l'objet les femmes qui, bien qu'ayant obtenu un titre de régularisation, n'ont, pour la plupart, pas obtenu le droit à travailler ; 15 495 récépissés favorables pouvant déboucher sur

Comptes de la sécu
page 3

Dockers de Liverpool :
Solidarité internationale
page 5



de bois – d'ébène en l'occurrence – pas morte !

Pour sacrifier à une mode qui fait fureur dans le genre « politiquement correct », cette loi a été baptisée « RESEDA » (loi Relative à l'Entrée et au Séjour des Étrangers et au Droit d'Asile). Le dictionnaire Robert indique qu'une variété de réséda, dit réséda des teinturiers fournissait une teinture jaune et était également appelée « herbe aux juifs ». À quand l'étoile couleur réséda pour les sans-papiers ?

La nouvelle loi introduit un « délit de solidarité » envers les individus qui aident des étrangers en « situation irrégulière ». Seront également passibles des tribunaux toutes les organisations qui soutiendront les sans-papiers. Ce sera le cas des syndicats, des associations et... des collectifs de sans-papiers ! Le ministre prévoit toutefois un espace de liberté... surveillée, puisque certaines associations dont les statuts prévoient explicitement l'aide aux étrangers pourront continuer leur travail, à condition

un titre de séjour sous réserve d'informations complémentaires à fournir avant le 30 avril ; 30 053 demandeurs ont été déboutés. À ce jour, des milliers n'ont encore reçu aucune réponse de l'administration préfectorale. Ces chiffres laissent supposer que c'est entre 80 000 et 90 000 demandeurs qui, au total, seront déboutés. Le délai supplémentaire d'un mois ne changera rien à l'affaire.

Hors des églises.

Ce n'est certainement pas en restant cloîtrés dans les églises que les sans-papiers défendront leur cause, d'autant que la hiérarchie catholique voit dans ce mouvement, tout comme le ministre de l'Intérieur, une manipulation par des groupes d'extrême gauche et un piège dans lequel tombent des chrétiens naïfs faisant ainsi le jeu de l'extrême droite (propos de l'évêque de Saint-Denis. *Libération* 13 avril). L'Église a clairement fait savoir qu'elle

EDITORIAL

Parfois, après une journée de boulot, on a envie de se détendre devant la boîte à images et de s'ouvrir au monde. Sur la première chaîne, c'est le western : dans « il était une fois la mairie de Paris », Balla le bon, Toub la brute et Tib le truand s'affrontent. Chantages, tirs nourris, portes de saloons fracturées... toute la panoplie des pistoleros défile. Le shérif Chirac nous avait promis une modernisation de la vie politique, elle part au galop. Sur la deux, c'est plus sérieux. Choux-fleurs et producteurs envahissent les routes du Finistère. Il y a quelques temps, c'était les salades qu'ils balançaient. Toute l'obscénité de l'économie de marché basée sur les profits et non sur les besoins déborde. Mais l'Europe va nous arranger tout ça dit-on au château depuis vingt ans. Chirac vient d'en remettre une couche. Ça ne mange pas de pain et peu lui importe le flacon pourvu qu'il ait la vitesse... pour doubler Lionel. Martine Aubry, elle, nous a mijoté sa « copie emploi », qui sera lue à Cardiff, mi-juin, lors de la rencontre des États européens. Après avoir construit l'Europe des marchandises, qui peuvent passer, elles, sans problème les frontières, nos gouvernants ont ensuite créé l'Europe des polices. Maintenant, ils nous refilent le Dieu Euro pour notre bien-être social ! Dans cette belle construction, ils avaient oublié les êtres humains. Les 18 millions de chômeurs européens font une petite tache au beau tableau. Un jeu sans frontière tendance sociale leur sera offert.

En Angleterre, si tu es chômeur, Blair t'offre un réveil et un boulot minable sous-payé sinon crève ! En France, avec Martine, tu auras droit au « nouveau départ » pour ton « trajet d'accès à l'emploi ». Chômeurs, rien ne sert de courir, il faut savoir partir à point ! Zappons sur la trois. Côté régions, Millon et le FN. concoctent leur repas. Certes, les autres convives grimacent devant la nouvelle cuisine. Mais comme l'on ne peut combattre le fascisme à coups de grandes manifestations répétitives... ou de futurs trucages électoraux, la résignation s'installe ainsi que la vermine brunâtre. Passons sur la quatre, la chaîne du toujours plus. Là, on apprend que les cadres des grosses entreprises (Elf, Bull...) font faire leurs courses, laver leur linge ou leur voiture par des jeunes (via des boîtes d'insertion) payés au SMIC avec des C.D.D. de trois mois. Vive la jeunesse !

Zappons sur la cinq. Madame Trautmann vient de créer un comité culturel de vigilance contre l'extrême droite : Pierre Arditti, Michel Piccoli, par exemple seront nos croisés salvateurs. Ces grands commis cultureux d'État choisissent leur camp et leur soupe. Beaucoup moins vigilants ces messieurs sur le sort des 70 000 sans-papiers jetés par le P.S. dans la clandestinité. Terminons par la six avec son film d'épouvante. Tony Blair rouvre les taules pour les gamins de douze à quatorze ans, gérées par des sociétés privées. Chez nous, ce sont les parents des délinquants mineurs qui vorit payer. À quand les marques extérieures pour mieux stigmatiser les classes dangereuses ? Un vent sécuritaire et répressif souffle fort. Éteignons vite la lucarne et allons griller une cigarette à la fenêtre. Même si cela sera dur, il est temps d'inventer un autre futur pour les gosses. Bonsoir.



Le capitalisme n'a pas attendu le génie génétique pour nous empoisonner la vie

L'ARTICLE PARU DANS LE *Monde libertaire* n°1107 et intitulé « Le XXI^e siècle sera transgénique », à côté d'éléments et de réflexions très intéressants, contient un certain nombre d'approximations scientifiques. L'auteur, cherchant fort justement à exposer les enjeux de la recherche en biotechnologie, tombe dans la paranoïa technophobique... Pour continuer le débat qui est maintenant lancé, il nous semble intéressant de corriger certains points par trop erronés, et d'en préciser d'autres.

Le génie génétique comme la forme moderne d'une vieille tentation

D'abord, qu'est ce que le génie génétique ? Si l'auteur le définit correctement comme étant « l'ensemble des techniques permettant l'isolation de gènes, leur étude, puis leur copie et/ou leur transfert depuis leur organisme d'origine dans un autre », il se plante complètement en le disant « fondé sur la recombinaison génétique ». La recombinaison génétique, c'est-à-dire le brassage d'éléments génétiques originaires de génomes différents, est une activité à laquelle se livre tous les organismes vivants depuis l'apparition de la reproduction sexuée. Le clonage, un des sujets clés de l'article, est un exemple parfait de génie génétique sans aucune recombinaison, puisque par définition il s'agit de reproduire un organisme en tout point conforme à l'original.

Même si l'auteur se défend de faire du « catastrophisme par principe », sa vision des Organismes génétiquement modifiés (O.G.M.) est plus que pessimiste : « aucun A.D.N., humain ou non, n'est désormais à l'abri d'une intrusion transgénique, volontaire ou non », « la question de la nourriture pour tous seraient réglées. Flore et faune résisteraient à la pollution, on serait nécessairement toujours en bonne santé : bref, demain on rase gratis... » Or rien de ce qu'il annonce comme nouveau ne l'est réellement. Les rétrovirus, dont le H.I.V., modifient notre code génétique depuis qu'ils existent. Et le capitalisme n'a pas attendu les O.G.M. pour croiser des organismes afin de pro-

duire des variétés plus résistantes, plus rentables. Le génie génétique est plutôt la rationalisation de ces processus de croisement successive. En effet, au lieu de mélanger empiriquement deux tas de gènes pour essayer d'obtenir un mélange avantageux, on se contente d'injecter uniquement les gènes porteurs de ces avantages. Il est sûr qu'entre croiser deux vaches, et injecter un gène bactérien à du colza, il semble y avoir un fossé. Mais si les végétaux supérieurs sont capables de photosynthèse, c'est parce qu'ils ont « absorbé » des bactéries entières, génome y compris, dans leur cellules. Ce n'est pas le capitalisme, c'est la sélection naturelle qui en est responsable. Le « bidouillage » génétique ne date donc pas d'hier.

L'attaque contre un projet de recherche comme Bactocéan, dont l'auteur doute de l'utilité au vu de l'intitulé (étude complète biochimique et génétique des bactéries océaniques) nous laisse par ailleurs perplexe. Le propre de la recherche fondamentale, c'est justement de ne pas avoir un objectif utilitariste, au sens de rentable économiquement, mais de viser à l'amélioration des connaissances générales, indispensables au progrès humain, plus qu'au portefeuille des actionnaires. C'est donc bien une recherche qui ne peut être que du ressort d'un service public de recherche, donc financé par l'argent public. Le discours de l'auteur ressemble beaucoup au discours libéral ambiant : le C.N.R.S. ne produit pas de brevets ? Il n'y a que le fermer !

Enfin, retenir de notre précédent article « Faut-il avoir peur du clonage ? » (1) que nous approuvions le clonage parce que l'église s'y oppose, c'est pour le moins rapide...

Biotechnologie = Technofascisme ? Pas si simple...

La recherche à seule fin d'augmenter les rendements n'est pas forcément du seul fait du capitalisme cherchant à multiplier ses gains. L'amélioration de la production peut être aussi un progrès social... à condition d'être maître de cette production ! Les anarchistes espagnols avaient eux aussi fondé un labora-

toire d'agronomie pendant la révolution. Auraient-ils refusé les O.G.M. si le génie génétique avait été mis à leur disposition ? Vu le prestige de la science parmi eux à l'époque [voir par exemple les passages pro-eugéniste de la motion sur le communisme libertaire du congrès confédéral de 1936 (2)], on peut en douter... Dans le cas des plantes transgéniques, c'est précisément la conception capitaliste et productiviste de l'agriculture qui est à mettre en cause. Si toutes les précautions étaient prises, ce qui n'est vraiment pas le cas aujourd'hui, quel mal y aurait-il à produire des plantes résistantes au gel ou à la sécheresse ? Le problème c'est que ce sont des maïs résistants aux pesticides qui sont mis sur le marché. On voit ça

Pourtant, il s'agit bien de modifier son métabolisme à partir d'hormones de synthèse, ce qui est encore plus artificiel que de faire produire naturellement à un organisme des protéines à partir d'un gène « étranger »... Là aussi, il y a (moins aujourd'hui) des effets secondaires sur la santé. Et l'usage qui est fait de la contraception et de l'avortement en Chine ne sont pas forcément des progrès sociaux... Pourquoi le clonage, issu également du même domaine de recherche, celui de la biologie du développement, serait-il une horreur absolue ? Les applications-fantasmes de celui-ci relèvent encore de la science-fiction : cloner un être humain revient à fabriquer une cellule initiale identique à une de son modèle, ce qui ne dispense

toutes identiques lorsqu'une pathologie les affecte. Les apprentis-sorciers ne datent pas d'hier, et surtout pas du génie génétique, et ils existeront tant que le capitalisme et les profits financiers dirigeront la planète. Que les laboratoires de l'U.S. Army fassent effectivement joujou avec le virus de la grippe espagnole, à partir de cadavres datant des années 20 n'empêche pas que d'autres tentent de mettre au point un vaccin contre le virus Ebola, à côté duquel le H.I.V. fait figure de blague de potache. Ce ne sont pas les biotechnologies qu'il faut mettre en cause, c'est l'U.S. Army (et les autres, bien entendu).

Notre propos n'est pas non plus de d'affirmer que la science serait neutre, et que seules ses applications seraient mauvaises ou bonnes. D'une part, l'attrait du bizarre a toujours fasciné beaucoup de scientifiques : J. Testard, raconte qu'aussitôt mise au point la fécondation in vitro, il fut atterré de voir le nombre de propositions de recherche visant à réaliser une grossesse chez un homme (4) ! Et d'autre part, la recherche rapporte de l'argent, beaucoup d'argent, et les biotechnologies en particulier, parce que derrière il y a le contrôle des marchés de l'agriculture, de l'élevage, de la santé, et aussi celui de l'armement.

Mais vouloir faire un tri aussi grossier entre disciplines scientifiques « utiles » et disciplines scientifiques « nuisibles », c'est un peu simpliste. Pour notre part, nous avons tenté de faire le tri entre d'une part les problèmes réels, en terme d'écologie, de santé publique et d'économie, et d'autre part les fantasmes liés à l'irruption du génie biologique dans notre quotidien. Nous pensons que le rationalisme et le recours à démarche scientifique pour appréhender le monde sont à la base de toute pensée progressiste (*a fortiori* de toute pensée libertaire). Que le capitalisme détourne à son profit les avancées scientifiques (toutes les avancées intellectuelles en fait) ne doit pas nous conduire à poser un regard irrationnel sur le monde, sous peine de fournir un soutien involontaire aux tenants de l'obscurantisme et de la pensée magique. N'attaquons pas le curé avec les arguments du vicar ! Il est vrai qu'étant tous deux des acteurs de la recherche scientifique, il est possible que cela nous conduise à des positions par trop « scientistes ». Mais nous avons vu trop souvent des scientifiques, ou prétendus tels (souvenons-nous de la catastrophe de Tchernobyl !), s'engouffrer dans les failles du discours de leurs détracteurs pour décrédibiliser l'ensemble de leurs objections. Nous soupçonnons même certains d'entre eux d'entretenir des ambiguïtés propices aux fantasmes afin de mieux dissimuler les dangers réels des produits de leur activité. Ne faisons pas comme le « toro bravo » dans l'arène, dédaignons le chiffon rouge et chargeons directement le toréador !

Guillaume Rousse
rousse@ccr.jussieu.fr
 Patrick Laurenti
laurenti@ccr.jussieu.fr

- (1) *Le Monde libertaire* n°1079, 10 avril 1997.
- (2) *Communisme libertaire*, éditions C.N.T. Région parisienne.
- (3) *La Recherche*, mars 1998, « Dolly, clone de qui ? »
- (4) J. Testard, *L'œuf transparent*.



d'ici : « Cramons ce champ, n'ayons pas peur de la surdose, nos semences sont résistantes ! » Et en avant pour le surépandage de produits toxiques, qui se retrouveront dans notre assiette... Pour aller plus loin, le véritable Technofascisme est, à notre sens, l'édification de barrières techno-économiques qui empêchent l'accès de la plus grande partie de l'humanité à un progrès technique. Nous dénonçons, dans notre article précédent, le fait que les recherches actuelles pointent vers la mise au point d'animaux surproducteurs stériles. Ceci conduirait tous les éleveurs à être dépendants des laboratoires *hi-tech* pour la reproduction de leur cheptel. Inutile de sortir de l'E.N.A. pour imaginer l'évolution des cours mondiaux de la viande si les seuls producteurs occidentaux voyaient doubler leurs rendements.

La contraception hormonale est applaudie comme un progrès social, un pas vers l'émancipation des femmes.

pas d'une gestation de neuf mois, et du développement normal de l'organisme... L'armée de clones n'est pas encore au programme [tiens ! au fait, que Dolly soit vraiment un clone est toujours sujet à controverse (3)]. Il n'est d'ailleurs pas dit qu'un clone ressemble comme un jumeau à son « original ». En effet, deux vrais jumeaux (monozygotes) partagent non seulement le même patrimoine génétique, mais aussi la même histoire embryonnaire (par définition identique). L'influence du milieu sur l'expression des gènes imposerait de reproduire exactement les conditions de gestation de « l'original » pour obtenir un clone lui ressemblant.

Notre propos n'est pas ici, et ne l'était pas non plus dans notre article précédent, de chanter les louanges du clonage, du génie génétique, des biotechnologies ou encore de la recherche technologique en général. Simplement de les remettre à leur place, alors que l'article de Sensor les présentait comme l'apocalypse millénariste. Un poulet génétiquement modifié est-il tellement pire qu'un poulet gonflé aux hormones de croissance de synthèse ? Les O.G.M. contaminent leur environnement, c'est vrai, car on ne maîtrise pas encore correctement les phénomènes de dispersion génétique. Comme on ne réalisait pas les risques encourus en utilisant des variétés hybrides plus productives mais

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
 75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
 Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an	45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal ☐ Chèque bancaire ☐

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ☐

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
 145, rue Amelot, 75011 Paris
 Directeur de publication : André Devriendt
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
 76200 Dieppe.
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - La Vigie
 Diffusion N.M.P.P.

Comptes de la sécu « jusqu'ici, tout va très bien »...

LE GOUVERNEMENT JOSPIN vient récemment d'annoncer la bonne nouvelle: la Sécurité sociale serait en voie de guérison... Le déficit du régime général, qui était de 36,7 milliards de francs en 1997, ne devrait plus être que de 12 milliards en 1998. Tout cela grâce à qui? A M. Juppé et à son fameux plan de restructuration; plan appliqué avec la plus grande application par la gauche! Le pouvoir, depuis longtemps (et histoire d'endormir la méfiance du bon peuple) nous a habitué à ce genre « d'effet d'annonce » suivi, quelques mois plus tard, de révélations catastrophiques: rappelons-nous M. Juppé, en novembre 1995, en train de présenter aux médias un « déficit cumulé » (pour que le chiffre soit plus impressionnant) de 130 milliards... Mieux encore, ce seraient (pour reprendre *le Monde* du 14 avril) l'ensemble des comptes sociaux, c'est-à-dire la sécu — avec ses trois branches: santé, famille, vieillesse —, l'assurance chômage (ASSEDIC), les retraites complémentaires etc. qui dégageraient un excédent! Quand on connaît la réalité sociale, ces présentations de statistiques, très abstraites, ont quelque chose de totalement indécrottable!

Un coût social sévère!

Ce redressement comptable a bien évidemment un coût social sévère. Mais il est vrai que, lorsque la classe dirigeante parle de « bonne santé de l'économie », cela signifie que l'exploitation des dominés est rondement menée! Et que les pauvres ne sont pas... en très bonne santé!

Plus de six millions de personnes vivent aujourd'hui des minima sociaux (R.M.I., Allocation de solidarité...), le pouvoir d'achat de la quasi totalité des salariés ne cesse de se détériorer, et des centaines de milliers d'entre nous hésitent à se faire soigner pour cause de problèmes financiers... Voilà ce qui est vrai!

Au niveau des hôpitaux, les opérations de « rationalisation » conduisent à des licenciements et à des suppressions de lits (soi-disant en surnombre). Lors du vote, à l'automne 1997, de la loi de financement de la Sécurité sociale, le gouvernement avait fait mine de desserrer un peu l'étoupe: une augmentation de 2,23% avait été accordée aux hôpitaux, alors que le précédent gouvernement

s'en était tenu, pour 1997 à + 1,25%, mais là encore il ne s'agissait que d'un bleuf médiatique puisque cette augmentation était loin de suffire pour rattraper les années précédentes d'austérité et à faire face à la demande! De plus, si on prend l'exemple de Lyon, le redéploiement des Hospices Civils (avec la création de trois grands pôles: Nord, Sud et Est) va contribuer à une plus grande déshumanisation de l'hôpital. Celui-ci était déjà une « usine » et il devient maintenant un véritable centre de profit!

Un autre grand chantier est celui des allocations familiales et leur fiscalisation. Pour l'instant, le débat à porter essentiellement sur l'AGED et sur les exonérations fiscales concernant les familles bourgeoises. Mais il y a fort à parier que la fiscalisation (c'est-à-dire l'imposition) menace l'ensemble des foyers: le filon est trop alléchant pour être délaissé par l'État.

En route pour l'aventure de l'assurance privée

En ce qui concerne le financement de la sécurité sociale, les choses vont également bon train et évoluent dangereusement. Le patronat ne cesse de collectionner les exonérations de charges auxquelles se rajoutent les fraudes fiscales (salariés payés au noir) évaluées à près de 150 milliards de francs. D'ailleurs, nous pouvions entendre récemment que des employeurs — ils seraient déjà 3000 à ce jour — commencent à se regrouper, sous l'égide du C.D.C.A. (un syndicat ultra-réactionnaire de petits commerçants et artisans) afin de déclarer leur siège en Angleterre et échapper ainsi aux cotisations U.R.S.S.A.F.

Ensuite, la mise sous contrôle du financement par le Parlement et la généralisation de la C.S.G. font planer une menace encore plus grande. C'est le système Sécu qui est remis en cause dans sa globalité.

Juppé qualifiait lui-même la loi de financement comme la clef de voûte de sa réforme. Le gouvernement socialiste n'est pas embarrassé de préparer la prochaine loi (pour la rentrée); cette loi qui permet au pouvoir étatique de fermer ou d'ouvrir à sa guise le robinet des recettes. L'État pourra ainsi piloter:

a) la mise en place d'une couverture sociale de plus en plus minimum de type « assistance publique »;

■ Un groupe est en cours de constitution à Boulogne. On peut en rencontrer les membres le samedi sur le marché (derrière l'église) de 11 h 30 à 12 h 30 (sinon: 03 21 32 34 63).

■ A Toulouse, Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste tient des permanences à l'Athénée Albert-Camus 36 rue de Cugnaux 31300 Toulouse, les mercredi et jeudi de 18 à 20 heures. Il assure également une table de presse les mardi de 12h30 à 13h30 à la MDE (Université Toulouse-Mirail), sauf vacances.

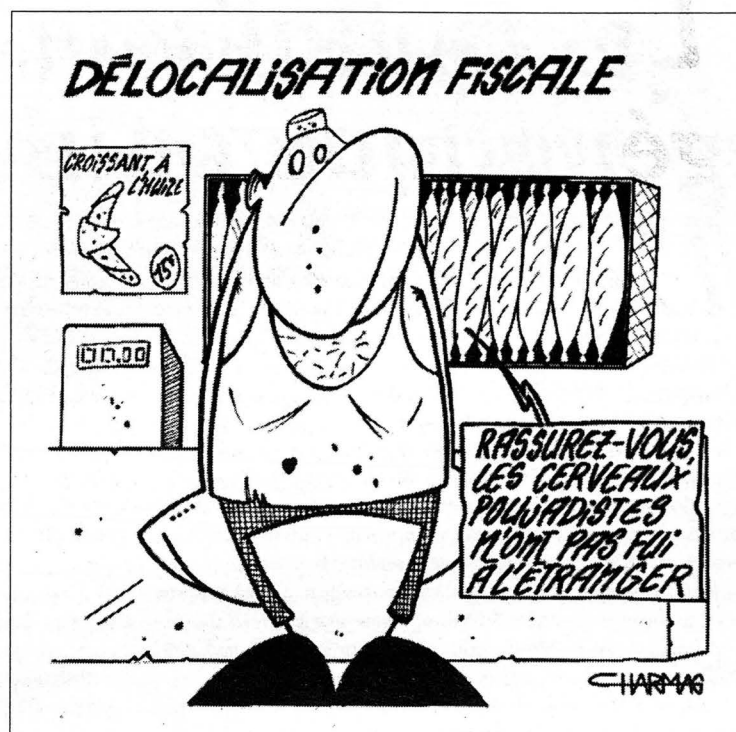
■ Le n° 18 de Réseau Ouvrier, feuille d'information du groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise, vient de sortir. Disponible pour le prix d'un

et b) favoriser, par la casse du régime général, l'émergence des assurances privées. D'ailleurs il faudrait, à ce sujet, observer d'un oeil attentif les récentes évolutions du secteur de l'assurance avec la progression notable du groupe AXA.

Quant à l'opération C.S.G. (cet impôt de 7,5% qui a remplacé sur votre fiche de paye la cotisation maladie tombée à 0,75%) elle rompt, par définition, avec le principe de la cotisation salariale. De ce fait, c'est une mesure qui va radicalement à l'encontre des revendications en faveur d'un contrôle, par les salariés eux-mêmes, des dépenses de protection sociale (qui sont bel et bien une partie de leurs salaires). Certes, la malsaine cogestion État-syndicat nous avait déjà bien éloignés de cet hypothétique contrôle direct de la sécurité sociale par les salariés, mais il est clair que cette loi cherche à détourner définitivement les salariés de cette idée autogestionnaire!

Médecins: les contrôleurs contrôlés 24 h sur 24...

Une nouvelle carte à puce doit désormais permettre le remboursement des assurés, sans avoir à remplir les feuilles de soins. Elle devrait être généralisée à partir de septembre 1998.



Elle pourra contenir des informations nouvelles: sur la couverture complémentaire entre autre. On peut se demander d'ailleurs quel est l'intérêt de ce type d'information si ce n'est, par exemple, pour vendre des fichiers à des assurances privées? Mais le véritable intérêt de cette carte sera d'établir un lien étroit entre les médecins et les Caisses primaires et de mettre en œuvre un contrôle étroit des prescriptions (en médicaments et en jours d'arrêts maladie). Un certains

nombre de médecins ont déjà fait signer des conventions de « fidélité » à leurs patients, et cela semble bien constituer un pas de plus vers l'abolition du droit, pourtant fondamental, de choisir l'individu qui va vous soigner.

Tous ces différents éléments permettent de relativiser comme il se doit le « redressement » des comptes de la Sécu et nous faire prédire un avenir qui ne s'annonce pas vraiment rose.

Régis - groupe Dejacque (Lyon.)

La grande reDistribution, c'est pour quand ?

21 JOURS DE GREVE et de blocus depuis le 27 mars 1998: Il y a plus de 10 ans, Carrefour-France rachète Rond-Point à Lormont (33) dans la banlieue bordelaise, avec « ses » salariés et avec ses salaires.

Justement, ces salaires sont inférieurs de 8% à ceux du groupe Carrefour. Un contrat moral, mais oral, était le rattrapage progressif des salaires. Cette situation n'a jamais évolué et en 1985, un accord est signé entre la direction nationale et le syndicat Force Ouvrière, entérinant ces différences de traitement sur les salaires ainsi que sur le plafonnement de la prime d'ancienneté (à 3% alors que dans la majeure partie du groupe le plafond est à 12%) pour le traitement des

timbre à: Groupe Makhno de la F.A., Bourse du Travail, Cours Victor Hugo, 42000 Saint-Etienne. Abt. pour l'année: 100 F.

■ On peut prendre contact avec la liaison F.A. des Côtes d'Armor à l'adresse suivante: CEL Côtes d'Armor, B.P. 38, 22 301 Lannion.

■ Le n° 28, printemps 98, du bulletin trimestriel Brisons nos chaînes publié par le Réseau pour l'Abolition de la Télévision, animé par des militants de la F.A., vient de paraître. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F (+10% pour le port). Cette même revue présente une expo de dessins « En cas de surdose brsez l'écran » au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

magasins rachetés par Carrefour-France.

C'est une centaine de grévistes qui occupent le centre de livraison du magasin de Lormont. À ce jour les étalages du magasin sont en majorité vides.

Sous la pression de la direction, une pétition des salariés non-grévistes (entre 200 et 250 personnes en majorité en contrat précaire) a été mise en place en direction du personnel, des clients et des commerces de la galerie marchande et envoyée au préfet le 11 avril 1998 pour mettre fin au blocus. Mais aujourd'hui les commerçants, victimes à leur tour de la situation car la galerie est désertée, se retournent contre la direction de Carrefour qui joue le pourrissement et a refusé tout début de négociation. Cette direction propose généreusement 2% d'augmentation des salaires.

Une très grande majorité de non-syndiqués et quelques syndiqués C.G.T. forment le comité de grève. Dans un secteur aussi dur que celui de la grande distribution, il est vrai que se syndiquer nécessite de plus en plus de courage, mais les situations collectives comme ce genre de grève, permet aux femmes et aux hommes, salariés dans ces secteurs, de se découvrir et de s'unir. Mercredi 15 mars, une manifestation interprofessionnelle de soutien a rassemblé 200 personnes issues de délégations de divers secteurs de la C.G.T. ainsi que d'une section S.U.D. Métaux, qui ont manifesté dans le magasin vide de Lormont.

C'est ce même mercredi soir que la plate-forme d'approvisionnement occupée de Beautiran (33), qui fournit les 12 Carrefour du grand Sud-

ouest, a été évacuée par la gendarmerie sans heurts.

Une plainte pour entraves à la liberté du travail a été déposée par la direction auprès du préfet.

À ce jour, la situation est bloquée, le patron « campe » sur ses positions, les soutiens continuent à arriver (collectes, péages d'autoroutes, nourriture fournie par la mairie de Lormont ainsi que la toile de la tente qui sert de Q.G. de blocage du centre de livraison). Des rotations sont effectuées pour assurer le blocus jour et nuit. Mais chaque week-end est source d'inquiétudes face à la pression des habitudes des consommateurs.

Partage des Richesses?

Ce conflit est symptomatique des inégalités. La revue *Challenges* dans son millésime 1997 des plus grosses fortunes de France, rappelait que les deux familles qui tiennent le groupe Carrefour, sont parmi les 10 plus grosses fortunes françaises. La famille Fournier avec 13,4 milliards est au 8^e rang, alors que la famille Deffauy, avec 24 milliards, est au 3^e rang! Comparons: la plupart des contrats du Carrefour de Lormont sont des contrats précaires à peine supérieurs au RMI, alors que la fortune des 500 plus grosses fortunes représente l'équivalent de 1 350 Airbus, de 11 000 000 de Twingo ou de 87 000 siècles de SMIC!

Nous ne pouvons que soutenir ce combat pour la dignité, ce combat de luttes des classes et nous invitons tous les salariés à leur manifester leur soutien, qu'ils soient dans la grande distribution ou ailleurs.

Philippe Arnaud - groupe Emma Goldman (Bordeaux)

En bref



Le dopage, comportement d'exception ou phénomène courant (plus vite que son ombre)?

LE DOPAGE EST UNE « AFFAIRE » qui revient périodiquement dans les colonnes des rubriques sportives : contrôles pipi positifs, problèmes de santé de sportifs de haut niveau, voire décès suite à un malaise cardiaque, un cancer ou encore péage de plombs et hôpital psychiatrique.

Quelles sont ces substances miracles qui accompagnent ces sportifs dans une gloire éphémère (ou dans un anonymat complet), puis parfois vers une dégringolade aussi rapide?

Ces produits qui changent les propriétés physiques du corps humain ou animal ont des « utilités » diverses : augmenter la masse musculaire (les anabolisants), empêcher que se déclenchent les signaux normaux de la fatigue et « donner un coup de fouet » (les amphétamines, la cocaïne, la caféine), modifier la composition sanguine en augmentant le taux de globules rouges de manière à apporter plus d'oxygène aux muscles (l'érythropoïétine alias EPO, les transfusions sanguines avant les compétitions), ralentir le rythme cardiaque, diminuer le stress (les médicaments bêta-bloquants).

Quant au cannabis, il fait débat dans le mouvement sportif : sert-il ou non à améliorer les performances sportives en étant facteur d'agressivité ou permet-il à certains sportifs de décompresser après des compétitions particulièrement stressantes? Toujours est-il que le cannabis fait partie des produits interdits du monde sportif (qui ne pourrait de toute manière être plus laxiste que la société en général).

Les pages sportives des journaux et les médias audiovisuels abordent le problème du dopage sous l'angle de la santé (volet prévention) pour aussitôt crier à la tricherie et réclamer des sanctions (volet répression). En face de cette notion négative de tricherie, se trouvent les valeurs positives de droiture, de fair-play, d'égalité des chances, de saine émulation. Or, il nous est difficile de croire à ces valeurs dans ce

système économique et social fondé sur la compétition féroce entre individus, entre villes, entre pays. Comment peut-on croire que le sport de compétition est en dehors des tensions d'une société où tous les moyens sont bons pour les dominants afin d'accroître cette domination?

Ainsi, le dopage et la violence sont officiellement interdits dans la compétition sportive, au même titre que les formes variées de délinquance (violence, racket, escroquerie, affairisme, abus de biens sociaux) sont honnies dans la société. Dans les deux cas, elles sont rejetées parce qu'elles constituent une concurrence déloyale dans un monde où les idées libérales (le mythe d'une saine concurrence) sont prédominantes. Il y aurait d'un côté les « réglos », de l'autre les « tricheurs ».

Le corps devient une usine

Revenons au sport et intéressons-nous justement au sportif « réglo », celui ou celle qui sont applaudis pour leur sérieux, leur abnégation. L'expression qui revient souvent dans les médias à propos des champions, c'est leur qualité « de ne laisser rien au hasard » : ce discours pourrait concerner pareillement un chef d'entreprise, un juge, un politicien.

En fait, les champions sont très dépendants de leur entourage familial ou sportif. Autrefois, on voyait autour du sportif l'entraîneur, le masseur et le dirigeant : l'entraîneur et le masseur s'occupaient de la préparation sportive, le dirigeant de la logistique. Aujourd'hui, fini l'empirisme : bonjour, l'approche « scientifique ». Si le dirigeant est toujours là pour ramasser les bénéfices, c'est un ensemble de spécialistes qu'on voit grouiller autour de nos sportifs

de haut niveau : le préparateur physique, le sophrologue, le diététicien, le psychologue, le kinésithérapeute, le cardiologue, le biologiste, l'ingénieur en mécanique ou en aérodynamique, le statisticien-informaticien (ou encore les conseillers en communication ou en placement financier). Il s'agit de tirer le meilleur rendement athlétique du sportif en déterminant son point de rupture physique, pour l'approcher sans le dépasser (1). Là encore, les bavures existent sans qu'on puisse les imputer au dopage. Le sportif de haut niveau qui devrait selon la légende péter la santé accumule les pépins : tendinites, claquages musculaires, rhumes, etc.

Ainsi, le sportif de haut niveau n'est qu'un rouage d'une machinerie qui l'alimente et le dévore à la fois, bref qui l'aliène. On voit bien qu'à niveau athlétique équivalent, le sportif bénéficiant de la meilleure structure est avantagé. Néanmoins, ce fait n'est généralement pas dénoncé comme faussant la compétition : il s'agit d'un investissement avec prise de risque, ce qu'en société libérale, on présente comme normal et sain.

En conclusion : le dopage est la forme extrême d'un phénomène plus large, la recherche de technicité dont l'objet est le corps. Le caractère de ce qui est tricherie ou ne l'est pas est décidé par des organisations para-étatiques nationales ou internationales comme le Comité International Olympique, plus en fonction de considérations politiques et commerciales que d'ordre sanitaire ou éducatif.

« Et je remercie mon entraîneur et ma famille sans qui je ne serais pas là aujourd'hui ».

Hervé Richard. — Groupe Milly Witkop (Nantes)

(1) Numéro spécial 30 « le sport, c'est la guerre », Manière de voir, *Monde Diplomatique*.

CLERMONT-FERRAND

Suite aux positions exprimées par Roger Quillot, sénateur du Puy de Dôme dans la presse locale à propos du mouvement des chômeurs de Clermont-Ferrand, ces derniers lui répondent.

Lettre ouverte à M. Roger Quillot

Nous avons campé 83 jours place de Jaude, pour dire non à cette exclusion de millions d'êtres humains au bénéfice de quelques attardés mentaux qui alignent des chiffres sur des ordinateurs dans un club très fermé que l'on appelle la Bourse. Le temps d'un combat, vous avez vécu à l'ombre d'Albert Camus. Cela ne vous a pas protégé des rayonnements du pétainisme, puisque c'est avec stupeur que nous vous voyons tirer à vue ses des exclus. Monsieur Godard, maire de Clermont-Ferrand vous a demandé de l'aide? Où est-ce une retraite mal vécue qui vous a fait monter au créneau? Vous n'avez pas utilisé votre plume pour défendre la cause des plus humbles mais pour cautionner l'expulsion par 200 flics casqués, équipés de boucliers et de matraques, d'une dizaine de personnes armées de tracts.

En 83 jours, nous avons attiré bien plus de sympathie des Clermontois. Les notables ne se sont d'ailleurs pas leurrés sur l'impact de nos actions. Ils sont presque tous venus se montrer dans ce lieu que vous osez nommer verrue. Votre mépris envers l'aspect des plus démunis s'aligne sur l'attitude de la municipalité qui a passé au jet et désinfectant le sol qui avait porté notre chalet. Nous serons nombreux à la libération de tous les sans-droits à demander justice. Oui, Monsieur Quillot, le chalet des citoyens exclus n'avait pas l'esthétisme d'un bel hôtel particulier, la ville nous avait coupé l'électricité, le fonctionnement des toilettes publiques, et mis des chaînes aux accès à la circulation. C'était un état de siège sans confort, où les pauvres n'avaient pas honte d'être pauvres, habillés par le secours pop, nourris par la banque alimentaire, et équipés comme ils le pouvaient.

N'en déplaise aux yeux sensibles blessés à la vue des conséquences du chômage, ils étaient venus montrer les dents en plein centre-ville. Mais d'ores et déjà, l'image du chalet a plus circulé et éveillé de consciences que ne l'a fait votre figure. Nous affirmons que toutes nos délégations étaient constituées de chômeurs et de précaires, avec parfois le soutien des salariés. Nous n'avons pas obtenu la gratuité des transports pour tous ceux qui vivent avec moins de 4000 F par mois. L'agglomération clermontoise a instauré des lignes de démarcation avec des zones ayant peu ou pas le droit à la libre circulation pour tous. Les chômeurs ayant des ressources inférieures à 2 500 F devront payer leur titre de transport. C'est une question de principe, a dit M. Godard, de demander une participation. Ah bon, un principe de demander de l'argent à ceux qui n'en ont pas! Quant à votre rappel de notre non respect des règlements, merci d'en avoir publiquement pris acte. Un récent procès nous a rappelé le devoir de désobéissance des citoyens envers les lois sclérates. [...] Ici pendant que des salariés travaillent 60 heures par semaine pour un salaire de misère, des familles entières sont sans emplois, des immigrés recensés à la préfecture seront mis dans des wagons, des gosses crèvent du saturnisme, les forces de polices maltraitent les enfants de nomades, les personnes âgées meurent sans que les agents hospitaliers aient le temps matériel de leur tenir la main, les SDF sont quotidiennement contrôlés... [...] Alors, M. Quillot, soyez assuré de notre totale désobéissance envers cet ordre qui produit des exclus au profit de quelques malfaiteurs. Faites savoir à vos amis qu'il ne suffit pas de brandir le mot gauche pour se prémunir de la colère de la ville.

M. Gomez, Mouvement des chômeurs

MONTPELLIER

Une manif dans la manif

PARTOUT, EN FRANCE, quelques échecs dans la conquête des présidences régionales ont fait se découvrir à la gauche plurielle une fibre antifasciste qu'on ne lui connaissait pas. À Montpellier, par exemple, où les voix de l'extrême-droite ont servi naguère de marchepied électoral à l'actuel maire socialiste et où, le F.N. a disposé, des années durant, d'une vice-présidence de Région, sans que nos démocrates ne s'en émeuvent outre mesure. Ces amnésies ou, si l'on préfère, cette mémoire sélective étaient sans doute assez pour que la capitale du Languedoc soit promue, l'espace d'une journée, au rang de ville symbole.

Samedi 18 avril une manifestation nationale contre les alliances Droite-F.N. dans les Conseils régionaux devait donner la mesure de la mobilisation populaire. Elle ne fut pas à la hauteur de ces espérances électoralement intéressées. Il est vrai que, pendant ce temps, les expulsions de sans-papiers continuent et les lois racistes font toujours le lit du fascisme ordinaire. C'est cette contradiction qu'a voulu pointer le groupe « Un autre futur » de la F.A. en déployant ses banderoles au passage d'un cortège dans lequel, chez tous les pros de la politique, chamarrés de tricolore, la bonne conscience et le cynisme étaient plus au rendez-vous que la lutte contre la bête immonde et les nazillons tout-venant. Une manif dans la manif, en somme, pour appeler à manifester le 25 avril prochain contre les expulsions et « des papiers pour tous les sans-papiers » Une manière, aussi, de rappeler quelques évidences et notamment que l'on ne combat pas le fascisme en lui empruntant ses délires racistes ou son mépris du prolétariat.



Contre la pensée dominante qui croit naïvement que seul le parti de Le Pen diffuse une idéologie xénophobe et raciste, sans voir que les lois sur l'immigration et les dernières expulsions mettent, elles, cette idéologie en pratique, nous

avons crié : « à bas toutes les lois racistes, Debré-Chévènement complices ». Slogans, on l'aura deviné, assez peu repris, par le gros des militants du PS-M.D.C.

Cathy et Guy (Montpellier)

Dockers de Liverpool: solidarité internationale

C'est l'histoire d'une souris affamée. Elle a tellement faim qu'elle décide de sortir de son habitat pour tenter de rejoindre le réfrigérateur de la cuisine et manger du fromage. Elle longe le mur de la cuisine quand tout d'un coup un chat lui saute dessus. Alors la souris se précipite et arrive à se réfugier dans son trou. Elle réfléchit. J'ai une idée: «Je sais aller au frigo prendre du poisson pour le chat et enfin je pourrai tranquillement manger mon fromage.» La souris sur cette pensée, sort de son trou, longe le mur de la cuisine quand tout d'un coup le chat lui saute dessus. Elle se réfugie à nouveau dans son trou. J'ai une idée: «Je vais chercher du lait pour le chat, après j'irai prendre du poisson pour le chat et enfin je pourrai prendre mon fromage.» La souris sort alors de son trou, longe le mur de la cuisine... mais le chat saute dessus. La souris réussit une fois de plus à lui échapper. Cette fois-ci, elle se met une cagoule, prend un fusil et tue le chat

avec un cri «Ya Basta!». Puis elle se dirige vers le frigo, l'ouvre et constate que la nourriture est pourrie, périmée...

Conte du Chiapas.

CE CONTE NOUS RAPPELLE entre autres les surplus agricoles brûlés de la C.E.E... Mais il nous montre surtout la nature du libéralisme, système économique basé sur le fait qu'une classe sociale soit propriétaire des moyens de productions, de distributions et d'échanges. Le seul but: le profit maximum pour une minorité. Alors que les Bourses européennes battent des records tous les mois, la majorité d'entre nous ne ressentons en rien ce que tous les économistes et politiciens appellent la reprise. Seulement pour le CAC 40 de la Bourse de Paris les liquidités dépassent quotidiennement 10 milliards de francs, alors



qu'après le mouvement des chômeurs on verse difficilement 1 milliard de francs...

Une longue lutte

Tony Blair devant l'assemblée nationale française déclarait: «Il n'y a pas d'économie de gauche ou de droite. Il y a des bonnes ou des mauvaises économies.»

Les dockers de Liverpool qui ont mené une grève de plus de deux ans se sont rendu compte de la portée de tels propos. Alors qu'ils (elles) menaient une lutte pour la reconnaissance du droit de grève, pour le retrait de toute la législation anti-syndicale élaborée par le gouvernement Thatcher, une renégociation du statut des dockers détruit par le gouvernement Thatcher... le parti travailliste et trop de syndicats réformistes se sont désolidarisés.

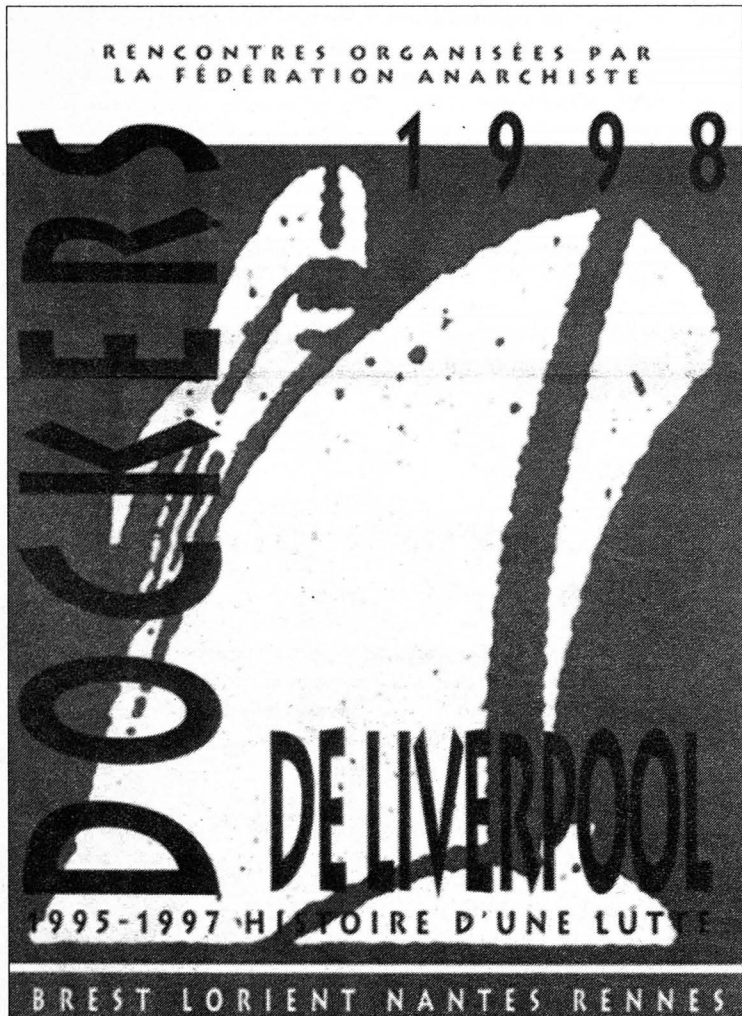
28 mois de luttes, de grèves qui a démarré parce que 500 dockers ont été licenciés pour avoir refusé de forcer un piquet de grève. «Un piquet de

grève, on ne peut pas le franchir. On n'est pas des jaunes.» Cette lutte s'attaque aussi à une précarité croissante parce que le capitalisme a réussi à revenir sur des droits acquis dans la lutte à travers l'ensemble des ponts européens et du monde entier. Mais cette lutte a eut aussi le mérite de mettre en lumière la question des luttes sociales et du syndicalisme. Et en ce premier mai, il nous a semblé intéressant de revenir sur ce sujet. Les grévistes se sont pas des anti-syndicalistes (même s'ils sont en opposition avec le TGWU, centrales uniques social-démocrates) ni des anti-organisationnels. Ils se situent au contraire dans une démarche vers un syndicalisme de classe ou un syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme refuse l'argument économique keynésien pour l'amélioration des conditions de vie: «il faut augmenter les salaires, donc la consommation, donc la production.» L'amélioration de nos conditions de vie est un dû, car c'est bien le patronat qui se fait de l'argent sur notre dos. Ce syndicalisme refuse

le compromis politique et le film de Ken Loach illustre bien le comportement du Parti travailliste qui une fois au pouvoir poursuit la gestion libérale de la droite.

Depuis le mouvement commençant à faiblir, des personnes en luttes ayant trouvé la mort (fatigue), la répression ne se relâchant pas... les dockers ont «accepté» (février 1998) un accord: 280 000 F de primes de licenciement... Malgré tout la lutte des dockers fut remarquable tant dans la forme (assemblée générale, place des femmes...) que dans la durée (28 mois). Mais cette lutte qui a marqué l'Angleterre, qui a eu un écho international important, est-elle réellement terminée? Au niveau même de Liverpool, malheureusement non dans la mesure où 80 dockers ont été exclus de l'accord et que la question des retraites reste en suspens. Mais cette lutte a une portée au-delà de Liverpool, chez les dockers (et ce n'est pas un hasard si, pour la tournée FA des dockers en Bretagne, sur les quatre villes trois ports sont concernés) mais aussi chez l'ensemble de la classe ouvrière et salariée (avec ou sans emploi) Ces rencontres sont bien évidemment destinées à être une pièce de plus contre la trilogie que les libéraux de la droite ou de la gauche plurielle nous propose: économie de marché, capitalisme mondial et démocratie parlementaire. Alors venez nombreux contribuer à ce nécessaire débat de la solidarité au dépassement de cette trilogie.

Théo Simon



Pour un 1^{er} Mai de lutte et non de fête avec les dockers de Liverpool

Brest : 28 avril à la salle Tessier, rue Fontferrier.
20 h 00 : apéro, 20 h 30 projection du film de Ken Loach,
21 h 30 : débat.

Lorient : 29 avril à la cité Alende, salle audio,
20 h 30 : projection du film de Ken Loach,
21 h 30 : débat.

Nantes : 30 avril, 17, rue Paul-Bellamy
20 h 30 : débat.

Rennes : 1er Mai à la maison de quartier Villejean ; co-organisé par l'Union locale F.A. et la C.N.T.,
14 heures : projection du film de Ken Loach,
15 heures : débat, suivi d'un pot.

Journée Internationale d'action en Soutien aux demandeurs de droit d'asile en Irlande

Jour : Samedi, 25 avril 1998

Heure : 13 heures (local)

Où : L'ambassade irlandaise de votre pays

Le gouvernement irlandais déporte des demandeurs de droit d'asile d'Irlande depuis le début de 1998. À ce jour, 12 personnes ont été déportées de la république d'Irlande sans égard à leurs conditions et circonstances. Dans l'un de ces cas un demandeur d'asile était tellement terrifié par sa situation qu'il a tenté de se suicider. Cet acte désespéré n'a guère troublé les services d'immigration Irlandais, immédiatement après avoir reçu des soins à l'hôpital de Dublin le demandeur de droit d'asile a été déporté par avion.

Les anarchistes irlandais participent à une série de protestations qui prendront place en Irlande le 25 Avril 1998. Ce sera la première vaste mobilisation du mouvement anti-déportations en Irlande, et des manifestations sont prévues à Dublin, Belfast et Cork. Toutes les principales organisations antiracistes et de soutien aux immigrés telle l'association des réfugiés et demandeurs du droit d'asile, la Campagne Antiraciste, Immigrant Solidarité et Action Antifasciste soutiennent cette journée de protestations. Les anarchistes irlandais pensent qu'action et solidarité sont les moyens de stopper le gouvernement irlandais dans ses actions injustes et inhumaines contre les demandeurs du droit d'asile. Nous en appelons à nos camarades internationalement pour nous aider à faire de cette date une très efficace journée d'action.

Faites savoir au gouvernement irlandais que vous vous opposez à ses actions. Faites lui savoir partout. La solidarité est notre force.

Ce que nous vous demandons:

- 1 - Organisez une manifestation à l'ambassade Irlandaise de votre pays
- 2 - Contactez les groupes et journaux associés à la com-

munauté irlandaise de votre pays. Si les organisations de la communauté irlandaise mettent quelque chose en place, rejoignez les. Si non, parlez en avec elles et tâchez de les convaincre de prendre position (peu importe à quelle échelle). Écrivez à tous les journaux qui font partie de la communauté irlandaise ou y sont liés dans votre pays de façon à faire connaître les faits.

3 - Écrivez, faxez, «e-mail» des lettres condamnant les actions du gouvernement irlandais à l'égard des réfugiés et demandeurs du droit d'asile à:

Minister John O'Donoghue
Dept of Justice, Equality and Law Reform
72-76 St Stephen's Green
Dublin 2
Irlande

Ph: 353-1-6028202; Fax 353-1-6615461; Email: <info@justice.irlgov.ie>

4 - Important: Si possible envoyer un rapport de vos actions et protestations à l'une des organisations indiquées plus bas. [Les rapports seront ajoutés à une page spéciale sur le Revolt 'web site'. Un rapport sur la journée d'actions du 25 avril sera communiqué par la suite à toutes les organisations et groupes y ayant participé.]

Signed On April 2nd By:
Workers Solidarity Movement
PO Box 1528
Dublin 8
Email: wsm_ireland@geocities.com

ORGANISE-IWA
PO Box 505
Belfast BT12 6QB
Fax: (01232) 208276

Nouvelle loi sur l'immigration en Italie

J'ÉCRIS CES NOTES À PROPOS de la nouvelle loi sur l'immigration approuvée définitivement par le Sénat le 21 février avec un grain d'amertume qui me pique le palais. Pour un pays comme le nôtre qui a pour ainsi dire inscrit dans son code génétique le sens, l'histoire, la douleur, les difficultés, la fuite de millions d'hommes et de femmes contraints par la pauvreté et la discrimination à émigrer durant un siècle, et jusqu'aux années 60, cette loi est un élément ultérieur d'affront et d'offense. De la part d'un pays, enfin, qui a éparpillé 26 millions d'émigrants dans la période qui va de 1861 à 1960, n'importe quel individu de bonne conscience devrait s'attendre à un minimum de clémence de la part des classes dirigeantes.

De plus, j'écris ces notes le jour où le plus important quotidien de Livourne rapporte en rubrique nationale et locale, avec une importance particulière, la nouvelle d'une agression plutôt bizarre. Un para aurait été agressé et balafé par un laveur de vitres pour l'unique raison que l'extra communautaire aurait refusé les 500 lire d'aumône que le brave militaire lui aurait consenties pour le service rendu. Article d'un racisme particulièrement nauséabond. Dans la ville rouge, démocratique, tolérante qu'est Livourne, la presse se livre à une concurrence avec les croisés des ligues du Nord (ou avec celles non moins violente d'Alleanza nazionale au sud) sur le terrain du racisme. Le pouvoir des classes dominantes varie les couleurs de sa casaque mais non les orientations de sa pensée.

La pensée unique contre l'immigration

Et c'est justement en continuité avec la pensée unique qui traverse tous les sigles parlementaires que se situe la loi sur l'immigration. Sur l'ensemble des 49 articles qui constituent le squelette de la loi, vous ne trouverez pas une ligne relative à des arguments du type politique d'accueil et d'intégration, mécanismes d'adaptation de l'organisation du savoir par rapport à une probable société multiethnique; égalisation des conditions de travail entre les extracommunautaires et les autochtones, politique de naturalisation.

La principale préoccupation du gouvernement est la fermeture des frontières, la réglementation et la surveillance des flux migratoires, la militarisation du territoire, la coordination avec les autres polices de la Forteresse Europe.

Si bien que cette loi n'est pas autre chose qu'une mauvaise loi de répartition des flux migratoires. L'article 19 affirme explicitement: «L'entrée sur le territoire de l'État pour des motifs de travail dépendant, même saisonnier, et de travail autonome, s'effectue dans le cadre des quotas d'entrée fixes» chaque année par des décrets signés par le président du Conseil «sur la base des critères et autres indications» (art. 3, alinéa 4) contenus dans le document programmatique élaboré par le gouvernement tous les trois ans. Le fait que ce soit justement le ministre de l'Intérieur qui doive chaque année présenter «un rapport sur les résultats atteints au travers des mesures d'application du document programmatique» (art. 3 alinéa 1) en dit long sur la volonté des classes diri-

geantes actuelles de tracer «les interventions publiques visant à favoriser les relations familiales, l'insertion sociale et l'intégration culturelle des étrangers résidents en Italie» (art 3, alinéa 3).

disait justement «Et leur condition devient, par rapport à ces dernières années beaucoup plus dramatique parce que jusqu'alors un étranger chassé d'une frontière pouvait chercher à entrer dans



Si bien que l'article 48, relatif à la couverture financière nécessaire à l'application de la politique des flux migratoires est un chef-d'œuvre d'hypocrisie. Cet article fixe à 42 500 millions la charge que l'État doit supporter en 1997, à 124 000 millions la dépense pour chacune des années 1998 et 1999. Chiffre vraiment dérisoire si on le compare avec ce que coûtera l'entrée de pèlerins en Italie l'année du Jubilé ou avec les sommes astronomiques affectées aux dépenses militaires, ou encore avec la razzia opérée par les partis pour leur financement soustrait au Trésor public.

Renforcement de l'État policier

Il faut ajouter que la plus grande partie du financement pour la politique d'immigration servira à développer les préfectures de police et les organes de police. En 1998 par exemple, il est fixé que 8 milliards serviront pour «doter les préfectures de police qui ne disposent pas encore du matériel technologique nécessaire à la transmission par voie télématique des données d'identification personnelle ainsi que des opérations nécessaires pour assurer le lien entre préfectures de police et le système d'informations de la Direction centrale de la police criminelle.»

Ce n'est pas tout. Jusqu'ici les États d'où viennent les immigrés sont dépourvus d'instruments de contrôle et de surveillance, ce sera la tâche du ministère de l'Intérieur et de celui des Affaires étrangères de céder «à titre gratuit aux autorités des pays intéressés» ces biens et ces «appareils particulièrement adaptés» afin d'accélérer l'exécution des contrôles et la délivrance des papiers» (art 9, alinéa 4). Ceci constitue un passage obligatoire de la généralisation de la surveillance au niveau international. La condition de l'émigrant extracommunautaire va être profondément bouleversée par cette loi. Urbano, dans un article récent d'*Umanita Nova*

n'importe quel autre pays européen mais aujourd'hui grâce à l'Unité européenne, celui qui est fiché en Italie comme immigré clandestin sera arrêté s'il essaie d'entrer en France ou en Allemagne car s'y applique aussi le fichage italien et vice-versa».

Renforcement de l'Europe policière

Cependant les changements ne concernent pas seulement ce qui se passe aux frontières en conformité des accords de Schengen.

A l'intérieur, le pouvoir reconnu aux forces de l'ordre est absolu. Non seulement tout passe par les préfectures de police (attribution et révocation des permis de séjour, application des directives contenues dans le document programmatique triennal et dans celui d'évaluation annuel rédigé par le ministre de l'Intérieur). Mais la situation de précarité de l'immigré est sanctionnée ultérieurement du fait que «l'autorité de sécurité publique, quand les raisons sont fondées, réclame aux étrangers des informations et des actes attestant de la disponibilité d'un revenu, du travail ou d'une autre source légitime, suffisante pour sa propre subsistance et celle des membres de sa famille vivant avec lui sur le territoire de l'État.» (art. 6, alinéa 4)

Supposons qu'un immigré extracommunautaire ait réussi à obtenir le permis de séjour et à s'insérer dans le monde du travail. Puis il est licencié, parce qu'il a peut-être participé à une réunion syndicale, à une lutte pour l'augmentation des salaires avec ses collègues de travail autochtones et qu'il soit à la recherche d'une nouvelle embauche. À ce moment là, s'il se fait attraper par la police, il risque le retrait de son permis de séjour et le retour dans son pays d'origine parce qu'il ne peut prouver comment il vit.

Si nous utilisons un mécanisme emprunté aux mathématiques pour donner le sens de notre discours, nous

pouvons dire que cette loi est à la civilisation contemporaine du travail ce qu'est cette affirmation de Vittorio Emanuele Orlando face à l'organisation du travail en Italie au XIX^e siècle. Ainsi s'exprimait un des plus importants dirigeants libéraux de l'époque dans les débats sur le travail des enfants en 1881: «On parle tant des enfants dans les mines et c'est pitié, certes, de voir ces pauvres petites créatures gémir et peiner sous le poids impitoyable du métal. Mais combien d'autres très chères et pauvres existences [...] ne sont-elles pas précocement éteintes victimes [...] d'un morceau d'Homère ou d'une équation insoluble du second degré?»

Sans-papiers de tous pays...

Pour ce qui concerne le chapitre des expulsions, cette loi assume totalement les éléments les plus odieux du décret Dini. L'expulsion est considérée comme une «mesure de sécurité», c'est-à-dire comme une condamnation non définitive. C'est le préfet de police qui peut entamer la procédure même si «l'étranger est suspect» et elle devient opérationnelle grâce au juge d'Instance. L'expulsion concerne tous ceux qui n'ont pas demandé le permis de séjour, ne l'ont pas renouvelé ou simplement n'ont pas été régularisés. En plus, elle concerne tous ceux qui sont politiquement refusés. Si l'expulsion ne peut être immédiatement exigée, s'ouvrent les portes de modernes camps de concentration qui, en régime démocratique

sont définis comme «camps de séjour provisoire». C'est la tâche du juge d'utiliser la force publique pour prendre «des mesures de vigilance» afin que l'étranger ne s'éloigne indûment du centre.» (art. 12, alinéa 7)

Me vient à l'esprit une belle page de Pennac qui ouvre «La fée carabine» pour exprimer l'attitude du gouvernement envers le problème de l'immigration. Il s'agit du récit du meurtre de l'inspecteur de police Vanini. Le blondinet frontalement national qui ne voulait pas être traité de disciple de Le Pen parce qu'il était raciste. Le gouvernement Prodi lui aussi semble avoir «appris, il y a si longtemps, la grammaire» qu'il ne s'agit pas «d'un rapport de cause mais de conséquence». Il semble avoir finalement compris, de façon frontalement nationale que l'immigration est un danger objectif, que les étrangers sont jetés dehors d'abord pour le discours «sécurité publique» et ensuite pour le chômage. Il a tout à fait raison Pennac: quand on a autant de bonnes raisons d'avoir une opinion juste, il ne faut pas se la laisser souiller par des accusations de racisme.

Nous n'attendons plus qu'une singulière petite vieille se dirige, le bras pointé vers lui «comme si elle le désignait du doigt sinon qu'à la place de l'index, la vieille femme brandissait un P 38 d'époque.» Et quand la petite vieille appuya, toutes les idées du blondinet, pardon, du gouvernement s'éparpillèrent encore «formant une fleur gracieuse dans le ciel hivernal.»

Luca Papini

Umanita Nova (15 mars 1998)

AUSTRALIE

1400 dockers licenciés

Mardi 7 avril 1998, le géant des Docks, la compagnie Patrick Stevedores licencie ses 1400 employés syndiqués. Les responsables syndicaux préviennent qu'une lutte titanesque s'annonce si les licenciements sont effectifs, et les syndicats clés sont prêts à soutenir la Maritime Union of Australia (MUA), (Syndicat maritime d'Australie) et les licenciés. Les provisions de pétrole sont déjà en danger maintenant que l'Australian Workers Union a menacé de faire grève au niveau national si «Patrick» licencie ses employés.

Un groupe des licenciés s'est enfermé dans un bureau des docks de Melbourne lorsqu'il ont vu des «hordes d'employés de la sécurité arriver sur le quai». L'un d'eux a décrit la situation comme digne d'une troisième guerre mondiale.

L'un des membres de la MUA a été mordu par un chien des forces de sécurité alors qu'il essayait de réoccuper les docks. Son état est critique. La compagnie déclare avoir licencié ses dockers parce que la MUA «continuait de refuser de négocier des pratiques de travail acceptables». La compagnie dit aussi avoir déjà perdu 56 millions de dollars à cause de cela, et que c'est «l'idéologie aveugle de la MUA qui fait perdre des emplois aux dockers».

Le gouvernement est du côté de la compagnie et soutien ses droits à introduire des réformes. La MUA va chercher un recours du côté de la Cour fédérale pour empêcher les licenciements. La MUA pense qu'il existe un complot du gouvernement, de la compagnie et de la Fédération nationale des fermiers pour détruire leur syndicat.

Le ministère du Travail a encouragé le syndicat à accepter les «généreuses» indemnités de licenciement. Il semble que des soldats aient été envoyés à Dubai en décembre (c'est à ce moment là que la colère est montée) pour être entraînés à servir la compagnie. Après l'avoir nié plusieurs fois, M. Corrigan, pdg de la compagnie, a admis son implication dans cette démarche.

Le porte-parole de l'opposition sur le Travail, M. Bob McMullan, a condamné le gouvernement pour son soutien au licenciement de plus de mille Australiens, dont certains n'avaient jamais participé à une grève.

Vous pouvez envoyer des fax à répétition sur l'Internet (c'est gratuit) pour exprimer votre soutien aux dockers à:

Peter Reith (ministre du Travail); Chris Corrigan (pdg de la Compagnie); les médias...

<http://www.yll.org.au>

CINEMA

Tango-Lesson (La leçon de Tango). Sally Potter

UN FILM DE DANSE. Un film sur la danse? Un film sur le tango. Un film sur une relation amoureuse, sur un combat entre deux meneurs. Lui, Pablo Veron, doit mener sa partenaire, elle, Sally Potter, doit mener son acteur dans son film (Sally Potter est la réalisatrice du film et le personnage qui joue la réalisatrice dans le film). Mais d'autres événements changent le jeu et l'enjeu. Il

lui dit qu'il faut lâcher prise! Danser, c'est suivre son corps, suivre son rythme, suivre une technique intériorisée. Danser le tango, c'est lâcher prise.

Le tango est magique. Et le film dégage quelque chose de magique qui se communique. Appelons Sally et Pablo la femme et l'homme. Les amis qui dansent avec Pablo et avec Sally ne connaissent pas cet enjeu. Ils seront juste des danseurs de

tango qu'on filme. *Tango Lesson* avance par leçons. Mais il ne s'agit pas toujours de leçons de danse.

L'alchimie de ces leçons opère en intégrant tous les arts, tout l'éventail des affrontements amoureux, la quête profonde d'instant d'ivresse et de sensualité.

Vous supportez qu'on puisse chanter et danser de bonheur, pleurer de joie et imiter des postures d'une toile de Delacroix? Eh bien, le plaisir du film ne va pas se dérober, vous le cueillerez à pleines mains. Rarement le tango a été si bien filmé. Même les Argentins étaient séduits et ont complimenté Sally Potter pour son travail. Elle a réussi, disaient ses critiques argentins, à montrer le tango de l'intérieur. Sally Potter a réussi aussi à larguer l'univers factice de la mode, du tango à la mode pour plonger dans l'authenticité d'une danse vécue et toujours renouvelée.

Heike Hurst

(Fondu au Noir - Radio libertaire)



copinage

Représentation de **Louise Michel** (de et avec) Marie Daude à l'Espace Louise Michel, 42ter, rue des Cascades, Paris XX^e le vendredi 24 avril à 20 h 30. 70 F (réduc: 50 F) Rés.: 01 48 97 44 57.

Projection d'un documentaire inédit de Michelle Rollin **«Des femmes de bonne volonté parlent»** contant l'histoire de six femmes inconnues engagées dans la lutte pacifiste et antifasciste entre les deux guerres en France, en Allemagne, en Belgique et en Espagne à l'Usine, 102 bd de la Villette Paris XIX^e le samedi 25 avril à 20 h 30. Entrée libre.

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 23 avril à 20 h 30:

Microclimat: avec Jacqueline Tavernier de l'ADFI (Association de familles et des individus contre les sectes).

jeudi 23 avril à 18 heures:

Si Vis Pacem: le pacifisme face au néofascisme.

vendredi 24 avril à 21 heures:

Portraits d'Afrique: avec Pascal Blanchard et Nicolas Bancel, historiens, à propos du livre «De l'indigène à l'immigré».

samedi 25 avril à 13 h 30:

Chroniques rebelles: Les OGM (organismes génétiquement modifiés).

samedi 25 avril à 23 heures:

L4Harmonie du monde: Joly Braga Santos

lundi 27 avril à 19 h 30:

La mémoire sociale: Louise Michel.

mercredi 29 avril à 10 h 30:

Blues en liberté: le blues anglais (Stones, Mayal...).

à la petite semaine La serviette de plage

Conte de printemps

Il y a six cent trente ans exactement, au cœur d'un printemps du Moyen Âge, un vaste mouvement de contestation radicale, issu lui-même de la révolte, un mois plus tôt, des étudiants d'une université de la banlieue nord de Jérusalem, embrasait la Palestine tout entière, entraînant dans la grève générale charpentiers et travailleurs du pays. Après deux mois d'une euphorie peu commune, cette révolution en marche devait mourir au fond des urnes, après moult trahisons. Cet épisode, peu connu, se trouve mentionné dans quelques rares ouvrages historiques sous le nom d'«événements de Mai 1368».

Comme nombre de ses contemporains, un acteur desdits événements, aux allures de baba-cool, déçu par leur issue, s'en alla soigner son spleen en bord de mer, du côté de la Galilée, voir si la plage se trouvait bien sous les pavés. Chaque jour, allongé sur le sable, un soleil sans pitié l'obligea, pour s'en protéger, à se couvrir d'une grande pièce de tissu. Le rayonnement était si intense et les heures passées là si nombreuses que l'empreinte de son corps y resta gravée.

Après maintes péripéties, la pièce de lin estivale finit, on ne sait comment, par échouer à Turin, où des petits malins, commerçants charlatans du Vatican, comprirent vite le profit qu'ils pourraient en tirer.

Appelée «saint suaire», la serviette de plage est exposée depuis quelques jours et jusqu'à la mi-juin dans une cathédrale de la capitale piémontaise. La foule de dévots qui défilent pieusement devant ce qu'on lui présente comme le linceul de leur crucifié ignore qu'il appartient en fait à un individu en vacances ayant, voilà bien longtemps, avec ses camarades révolutionnaires, arpenté les boulevards d'une métropole de Palestine au cri de «Ni Dieu ni maître».

Des ennemis du carbone 14 prétendent que cette histoire est pure invention. Pas plus que leur annonce, leur résurrection, leur ascension, leur visitation et, à Turin, leur saint chiffon.

Floréal

LECTURE

Libertad et le mouvement des causeries populaires

AU DÉBUT DU SIECLE, EN FRANCE, existait «Un groupe de propagande anarchiste par la brochure». L'idée était loin d'être mauvaise, et n'a rien perdu de son attrait. Aujourd'hui encore, les brochures sont un excellent moyen de diffuser nos idées, et ce à moindre coût. *La Question Sociale* l'a bien compris, en nous offrant très régulièrement (et pour quelques dizaines de francs) des textes inédits sur des aspects trop oubliés du mouvement anarchiste. Après *La colonie libertaire d'Aiglemont*, *L'amour libre* ou encore *Les deshérités de Nouzon*, elle vient de sortir une brochure sur *Libertad*, écrit par Gaetano Manfredonia. Il s'agit, en fait, d'un chapitre de sa thèse portant sur «L'individualisme anarchiste en France (1880-1914)», et jamais éditée à ce jour.

Libertad, personnage fascinant s'il en est, méritait bien qu'on s'attarde un peu sur lui. D'une énergie peu commune, cet homme boiteux se jouait de la maréchaussée en se servant de ses béquilles comme des armes! Et c'est à trente ans à peine qu'il crée le journal *L'anarchie*, en 1905. Après l'échec de «la propagande par le fait», et les résultats assez mitigés des essais de «milieux libres», ce journal proposait une alternative originale:

«marquée par une volonté affichée de vivre «en anarchiste» non pas en dehors de la société, mais «dans» celle-ci, et cela grâce à la constante volonté de lutter afin d'en changer les composantes» écrit Gaetano dans sa présentation.

Outre son journal, *Libertad* pensait, à raison, qu'il pouvait y avoir une façon plus «ludique» de militer. Ses célèbres «Causeries populaires» rassemblaient alors tous ceux et celles que l'anarchie intéressait; on y parlait de tout, mais ce n'était pas tout! *Libertad* inventa aussi des «balades en musique» (les jours d'élection!), ainsi que des «villégiatures anarchistes» au bord de la mer; joie, liberté dans l'amour et bonne humeur: une autre façon de vivre l'anarchie.

Gaetano nous dresse un portrait chaleureux et vivant de ce personnage hors du commun, et cette brochure se lit avec bonheur.

Cathy Ytak

Libertad et le mouvement des causeries populaires. par Gaetano Manfredonia. Editions de *la Question Sociale*. Prix 30 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*, où à commander directement à la *Question Sociale* B.P. 66, 08120 Bagny-sur-Meuse. (38 F, frais de port inclus).

Les éditions du groupe Maurice-Joyeux

Une collection qui prend corps

FAIRE DE LA CULTURE de soi-même un outil au service de la compréhension des hommes et du monde, telle est l'une des tâches essentielles qui incombent à ceux qui partagent et souhaitent voir se développer la philosophie anarchiste. Encore faut-il, pour ce prenant, captivant et patient travail, pour qui n'est pas historien, sociologue, anthropologue, etc. pouvoir disposer des textes à partir desquels la foisonnante pensée libertaire s'est charpentée.

Profitant de leurs lectures, de leurs recherches, les autodidactes du groupe Maurice-Joyeux de la Fédération anarchiste ont œuvré sans dogmatisme pour créer et enrichir une collection d'ouvrages qui poussent répondre à l'intérêt porté à nos idées et à l'éclectisme et légitime curiosité du lecteur.

Réveiller, entretenir, enrichir sa mémoire est en effet vital. Non pour devenir vestale ou gardien de musée, non pour briller à une tribune ou en assemblée générale, non pour assener des «vérités» incontournables et faire figure de grand initiateur.

Avoir une mémoire éveillée, fonctionnelle et riche sert à penser et à agir aujourd'hui sans défoncer des portes ouvertes ni parcourir inlassablement des chemins déjà balisés, ainsi qu'à poser des analyses et des objectifs qui «tiennent debout»

sur des soubassements solides. Loin des élucubrations sectaires des théoriciens bouffons nous invitait à choisir une fois pour toutes qui, de Stirner ou de Bakounine, est le «véritable» anarchiste, avec prière de rayer la mention inutile, le groupe Maurice-Joyeux a entrepris depuis quelque temps un travail d'édition qui devrait mettre à la disposition du plus grand nombre un ensemble de textes dont la plupart demeureraient il y a peu de temps encore épuisés, donc introuvables, et qui par leur pertinence, quel que soit le courant auquel se rattachent leurs auteurs, ne craignent pas les outrages du temps.

C'est volontairement que les éditeurs ont opté pour une présentation sobre, afin de maintenir le prix de vente de ces brochures dans une fourchette allant de 15 à 50 francs.

Trente-neuf titres composent aujourd'hui le catalogue d'une collection qui prend corps (1). Au cours des semaines à venir, nous évoquerons ici même quelques-uns d'entre eux, parmi les plus intéressants.

Bonne lecture.

Jean Robin

(1) Les intéressés pourront obtenir la liste complète à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot 75011 Paris, contre une enveloppe timbrée.

Du bon usage de l'exclusion...

LE GOUVERNEMENT DE GAUCHE fait beaucoup de choses contre l'exclusion. Presque autant que pour l'exclusion ! D'ailleurs, on ne sait plus car derrière des propos contre l'exclusion se cachent des propos légitimant l'exclusion : c'est ainsi que Jospin a pu refuser l'augmentation des minima sociaux car il est pour une société du travail et leur augmentation accroîtrait l'exclusion. Comme si l'assistance n'était pas la seule chose que savent faire les profiteurs depuis toujours pour s'éviter le spectacle de leur ignominie et éviter une révolte toujours possible.

On ne sait plus car derrière une loi contre l'exclusion se cachent des mesures pour l'exclusion. Ainsi la récente loi Aubry sur l'exclusion en offre un saisissant exemple. On y trouve le catalogue sempiternel et ministériel de mesures sociales qui sont autant d'effets d'annonces et d'incantation qu'il vaut mieux les oublier comme on a pu oublier les récentes mesures sur l'exclusion (plutôt que contre) de Douste-Blazy en 1994, Kouchner en 1992 ou encore du gouvernement Rocard en 1990.

Alors qu'y trouve-t-on d'autre qui marquerait la puissance de l'originalité de ce gouvernement ? Le RMI à 5 000 F ? Non. Une amélioration pour les quelques 6 millions de personnes qui vivent des minima sociaux avec 2000 F de moyenne par mois ? Non. Pourtant, il y aurait matière à lutter : les 10 % les plus pauvres perçoivent 1,2 % du revenu disponible après impôts en France alors que les 10 % les plus riches perçoivent 31 % de ce revenu disponible après impôts (chiffre du SNUI syndicat national unifié des impôts).

L'habit ne fait pas le moine

Alors peut-on y trouver quelque chose de novateur ? Oui, il y a une innovation. Mais cette innovation est

terriblement antisociale et fait de cette loi une véritable mesure pour l'exclusion : il est question que le RMI devienne une allocation dégressive pendant 6 mois qui s'ajouterait au salaire perçu à partir de l'embauche. L'idée de base des socialistes (mais n'ayant pas entendu un communiste ou un Vert pester contre cette disposition, on peut dire du gouvernement) est qu'il faut encourager les pauvres (qui le sont devenus à cause des politiques d'assistance au patronat qu'ils mènent !) à travailler car actuellement les minima sont trop forts et la différence entre un RMI de 3000 F et un salaire de 3000 F à temps partiel ou de 5 000 F est trop faible. On vérifie à quel point les idées libérales et antisociales sont devenues intimes à ce gouvernement. On comprend le consensus d'horreur qu'il y a à évoquer l'augmentation de tous les minima sociaux de 1 500 F !

Ainsi, la loi permettrait de garder par exemple 1 500 F de RMI en plus d'un salaire. Mais de quel salaire parle-t-on ? Du salaire qui serait donné à un non RMIste ou d'un salaire pour RMIstes ? Étant donné que le patron sait nécessairement que la personne est RMIste, que vaut-il lui proposer ? Ou, plutôt, que lui permet-on de proposer si ce n'est un salaire de 3 500 ou 4 000 F qui sera utilement complété par l'État dont la providence serait (pour une fois) la bienvenue.

Nous voyons ici que les largesses de l'État à l'égard du patronat n'ont pas de limite dans leur justification, y compris celle de lutter contre l'exclusion. En fait, c'est une subvention déguisée à ce patronat qui ne vilipende l'État que quand il distribue notre argent à d'autre que lui. Et encore un coup d'allègement du coût du travail, histoire de dire que les minima sociaux empêche de travailler. Encore une aubaine pour ce patronat qui sera trop pressé de se

séparer de ce personnel une fois que la participation de l'État aura disparu et qu'il faudra le payer au prix des salariés traditionnels.

Ce gouvernement semble être le spécialiste des pseudo-mesures qui libèrent pour mieux enfermer par la suite. C'est le cas des 35 heures comme de ce RMI dégressif. D'ailleurs, le baron du CNPF ne s'y est pas trompé qui est allé voir Aubry vendredi 17 avril pour lui proposer de l'étendre à d'autres salariés dans certaines branches. Il propose que dans le tourisme, la restauration et les bâtiments publics, des accords permettent de généraliser cela... pour soutenir l'emploi !

La main tendue au patronat

Ne voit-on poindre l'allocation universelle, version libérale ? Cette idée supposée de gauche, à voir comment la gauche associative, CFDT, intello façon Minc s'est jetée dessus, qui vise à baisser radicalement le coût du travail en faisant porter une partie de la rémunération de tout salarié par l'État, c'est à dire les autres salariés ? Au lieu de supprimer le SMIC, ça ferait moche, pourquoi pas 1500 F pour tous grâce à cette allocation et 3 500 F de salaire payé par le patron ! Il est clair que le patronat est prêt à être de gauche à cette condition ! La confusion est admirablement entretenue avec une allocation universelle qui serait le substitut intégral du salaire et par là même du salariat dans une société ou nous serions enfin débarrassée de l'oppression capitaliste. Ce petit exercice de partage, pas catholique du tout, permettrait ainsi de distribuer un revenu de 12 000 F à toute la population aujourd'hui (le PIB distribué entre tous égalitairement). Ou tout simplement avec l'idée d'augmenter les minima sociaux de 1 500 F de façon à ce que plus per-

sonne ne vive avec moins de 5 000 F par mois, ce qui pourrait alors être considéré comme une allocation universelle. Mais il ne me semble pas avoir vu le baron demander cela en février, ni, d'ailleurs il faut lui en rendre grâce, Aubry le lui proposer ! Le pire, c'est que tout cela semble passer inaperçu puisque la gauche officielle et les associations caritatives sont d'accord. Il suffit de les

mettre en situation de cogestion de la misère pour que celles-ci se contentent de leur reconnaissance. En attendant, les 6 millions de gens qui se contentent de minima sociaux attendent la leur de reconnaissance ! Qu'ils n'attendent pas trop car celle-ci ne viendra que par la force qu'ils sauront représenter à l'instar du mouvement des chômeurs.

Most

A G E N D A

jeudi 23 avril

MONTPELLIER : Le groupe « Un autre futur » vous invite à la projection de « **La Ballade des sans-papiers** » à 20 h 30 à l'Antre Anar, 5, rue Jeanne-d'Arc (derrière la gare).

SAINT-ETIENNE : À l'appel de plusieurs de ses sympathisant(e)s, le groupe Nestor Makhno de la région stéphanoise invite ses sympathisants et amis à sa réunion définissant ses actions pour le trimestre suivant, qui se tiendra à **20 heures salle 15 bis de la Bourse du Travail**.

samedi 25 avril

DRAGUIGNAN : Le groupe de Toulon de la Fédération anarchiste sera présent lors du **forum sur le chômage** avec le comité de chômeurs « J'existe » de 18 h 30 à 23 heures à la Maison des jeunes.

LYON : L'Union locale de la Fédération anarchiste vous invite à un débat sur « **Quel antimilitarisme aujourd'hui ?** » à 15 heures à la librairie La plume noire (19, rue Pierre Blanc, 1^{er}).

MONTPELLIER : La Fédération anarchiste sera présente à la manifestation de **soutien aux sans-papiers**. Rendez-vous à 15 heures au Peyrou.

mercredi 29 avril

IVRY-SUR-SEINE : Les amis de Louise Michel et le groupe Elisée Reclus de la Fédération anarchiste organisent une réunion publique avec J-J Gandini, observateur du procès Papon « **Papon ou la continuité de l'État** » à 20 heures salle Saint-Just, 30, rue Saint-Just.

PARIS : Le groupe Louise Michel organise la projection à 20 h 30 du film **Le Fond de l'air est rouge** de Chris Marker au 10, rue Robert-Planquette, 75018. Entrée libre.

Jeudi 30 avril

GRENOBLE : Le groupe Jules-Vallès de la F.A. organise une conférence-débat à 20 heures au 102 (102, rue d'Alembert) sur le thème **quelle menace fasciste ?** Entrée libre.

LILLE : Pot de l'amitié au Centre culturel libertaire (avant fermeture et en attendant de nouveaux locaux) à **19 heures au CCL, 1-2 rue Denis du Péage** (M^o Fives).

ROUEN : Le groupe de Rouen de la Fédération anarchiste organise une projection publique et gratuite du film sur le mouvement de grève de novembre-décembre 1995 « chemins de traverse, paroles de grèves » à **20 h 30 au squatt « chez Emile »**, 16, rue de Tunis.

vendredi 1^{er} mai

BORDEAUX : Le groupe Emma-Goldman sera présent dans le cortège « unitaire », **place Jean-Jaurès à partir de 9 h 30**. A l'issue de la manifestation... apéritif au local, Athénée Libertaire, 7 rue du Muguet.

CLERMONT-FERRAND : Rassemblement-concert en soutien à la lutte des chômeurs à partir de **10 heures place Jaude**.

LILLE : Manifestation à **10 h 30 place Sébastopol** et émission spéciale à 20 heures sur Radio Campus (106.6).

MARSEILLE : Défilé mobiles réformés à partir de **10 heures** avec les groupes F.A. de Marseille et de Toulon.

MONTPELLIER : La F.A. appelle à manifester à **10 heures au Peyrou**.

PARIS : Les groupes parisiens de la F.A. manifesteront à partir de **12 h 30 place Saint-Fargeau** avec la C.N.T., les collectifs de chômeurs et de sans-papiers.

PERPIGNAN : Rassemblement à **10 heures place Arago**.

RENNES : Manifestation à **10 heures place de la mairie**.

SAINT-ETIENNE : Manifestation à **10 heures Bourse du travail**.

Sans-papiers : Régularisation pour tous !

ne soutenait pas la revendication de papiers pour tous, mais qu'elle était pour une « régularisation la plus large possible », ce qui, à l'évidence, ne l'engage en rien.

Ce ne sont pas non plus les pitreries des parrainages républicains qui amèneront quelque chose. Des compagnons présents au grand bazar médiatique, organisé le 11 avril à Saint-Denis par le maire Braouezec et une vingtaine de cinéastes, ont relaté que le jeu consistait à créer des couples de « parrains » (un cinéaste médiatisé plus un quidam) ; puisque le cinéaste est, par définition, très occupé, c'est le quidam qui le remplacera... ! Une compagne s'étant rendue à l'église occupée de Bobigny pour demander à des asiatiques de s'exprimer sur *Radio libertaire* a été accusée par un responsable de la C.G.T. (cornac officiel de la communauté asiatique du 93) de lui voler ses sans-papiers ! Il lui a toutefois proposé, comme s'il s'agissait d'une marchandise, d'autres personnes, parlant fran-

çais, et, sans doute, dûment estampillées CGT ! Ailleurs, c'est une mystérieuse « organisation politique » (peut-être des nostalgiques du maoïsme) qui tente de faire marcher au pas ses « ouvriers sans-papiers ».

Le 1^{er} Mai verra les sans-papiers rejoindre, nombreux, les cortèges syndicaux. Une manifestation nationale des sans-papiers est aussi prévue pour le 16 mai. Espérons qu'elle sera l'occasion de briser le silence des consciences, des belles consciences, celles-là même qui vitupéraient, il n'y a pas si longtemps, la droite régnante et son inhumanité et avaient réussi à attirer une centaine de milliers de personnes dans les rues de Paris contre Debré et sa loi... !

Ce n'est que lorsque les sans-papiers décideront eux-mêmes des formes et des moyens de leur lutte qu'ils auront une chance de faire aboutir leurs revendications. Ils pourront alors demander l'aide désintéressée de leurs soutiens et, ainsi, compter leurs vrais amis ! Il est difficile, surtout pour ceux qui vivent

suite de la première page

dans les foyers, de se libérer des contraintes liées à leur mode de vie (dépendance vis-à-vis des « chefs ») et d'envisager de désigner des délégués, dûment mandatés, et... révocables. Dans certains collectifs, la pratique des assemblées générales semble favoriser, sous l'influence d'individus émancipateurs, la timide émergence d'une auto-organisation.

Jacques. — groupe Étoile Noire (94).

L'obtention de la vignette d'un an suppose d'avoir satisfait à une visite médicale obligatoire organisée par l'OMI (Office des Migrations Internationales) qui est facturée 1050 F pour un célibataire (forfait de 1750 F pour une famille) En 1995, 76 663 examens ont été pratiqués par l'OMI (le coût individuel était alors de 960 F) La cour des comptes estimait, en 1993, ce coût - charges de structure comprises - à 430 F. La visite a notamment pour but de s'assurer que la personne n'est pas atteinte de tuberculose, qu'elle n'est pas toxicomane ou ne présente pas de troubles mentaux « de nature à compromettre l'ordre ou la sûreté des personnes. »